

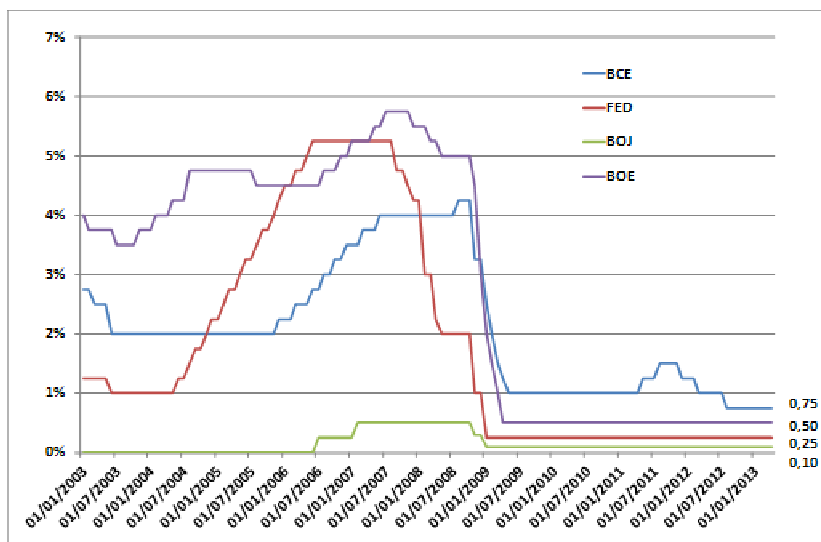
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 4 avril 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation mesurés par l'IPCH ont continué de diminuer, comme prévu (...). Les anticipations d'inflation pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir des taux d'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Dans le même temps, la faiblesse de l'activité économique s'est prolongée sur les premiers mois de l'année et une reprise graduelle devrait intervenir au second semestre, sous réserve de risques à la baisse (...). Nous suivons également attentivement la situation sur le marché monétaire et son incidence éventuelle sur l'orientation de notre politique monétaire et sa transmission à l'économie. Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, nous maintiendrons les procédures d'appels d'offres à taux fixe avec allocation intégrale aussi longtemps que nécessaire ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à réduire la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro et de renforcer la capacité de résistance des banques quand cela s'avère nécessaire (...). Nous devons insister sur le fait que le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et un mécanisme de résolution unique (MRU) sont des éléments capitaux dans le processus de réintégration du système bancaire et que pour cette raison ils doivent être mis en place rapidement ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Nouvelle augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 187 700 fin février 2013, en hausse de 0,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+18 400 personnes). Sur un an, il progresse de 10,8 %.

Nouveau record du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'élève à 12,0 % en février 2013 après 11,9 % en janvier 2013. Il était de 10,8 % en janvier 2012. Les taux de chômage les plus faibles parmi les Etats membres ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,4 %) au Luxembourg (5,5 %) et aux Pays-Bas (6,2 %) et les plus élevés au Portugal (17,5 %), en Espagne (26,3 %) et en Grèce (26,4 % en décembre 2012).

Inflation

Hausse des prix en France au mois de février

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France a progressé de 0,3 % en février 2013 et de 0,9 % sur un an. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,6 % en glissement annuel. La hausse des prix du mois de février tient à la hausse saisonnière des prix de certains services à laquelle vient s'ajouter celle des prix des produits pétroliers.

Poursuite du ralentissement de la hausse des prix dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,7 % en mars 2013 par Eurostat, en baisse de 0,1 point par rapport à février. Les prix de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac progresseraient le plus fortement suivis par ceux des services, de l'énergie et des biens industriels (hors énergie).

Actualités législatives

1 - Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires

Après l'Assemblée nationale en février (voir lettre mensuelle de mars 2013), le Sénat a modifié et adopté, en première lecture le 22 mars dernier, le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Dans les prochaines semaines, l'Assemblée nationale examinera, en deuxième lecture, le texte proposé par le Sénat.

<http://www.senat.fr/petite-loi-ameli/2012-2013/423.html>

2 - Décret n° 2013-232 du 20 mars 2013 relatif aux paiements effectués ou reçus par un notaire pour le compte des parties à un acte reçu en la forme authentique et donnant lieu à publicité foncière.

Ce décret fixe le seuil à partir duquel les paiements effectués ou reçus par un notaire pour le compte des parties à un acte reçu en la forme authentique et donnant lieu à publicité foncière devront être assurés par virement. Ce seuil est fixé à 10 000 euros à compter du 1^{er} avril 2013 et jusqu'au 31 décembre 2014, puis à 3 000 euros à compter du 1^{er} janvier 2015. Il définit également des modalités d'exécution du virement. Le texte est entré en vigueur le 1^{er} avril 2013. Ce décret pris pour l'application de l'article L. 112-6-1 du code monétaire et financier vise à encourager le recours au virement dans les transactions immobilières en vue de la modernisation des moyens de paiement et de leur traçabilité pour les besoins de la lutte anti-blanchiment.

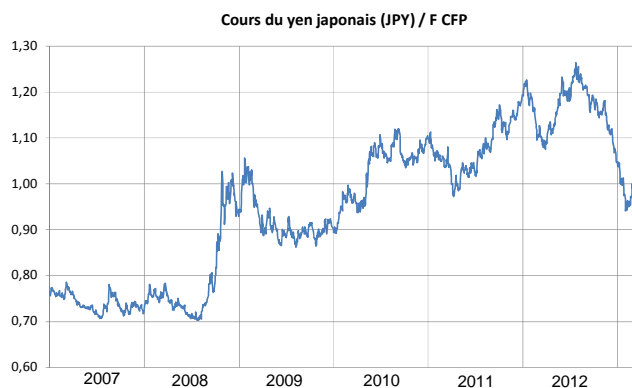
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027199882&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Actualité régionale

Assouplissement de la politique monétaire du Japon

M. Kuroda a pris le 20 mars 2013 ses fonctions de gouverneur de la Banque centrale du Japon (BoJ). Il a défini lors du conseil de politique monétaire (CPM) des 3 et 4 avril le nouveau cadre de politique monétaire, intitulé « Assouplissement quantitatif et qualitatif », qui comporte notamment la fixation d'un horizon de deux ans environ pour atteindre la cible d'inflation de 2 %, ainsi que le ciblage de la taille de la base monétaire plutôt que celui du taux d'intérêt au jour-le-jour.

La BOJ vise ainsi, d'ici deux ans, un doublement de la base monétaire.



Hausse des indices PMI des services et manufacturier en Chine

La croissance du secteur des services a été soutenue en mars en lien avec le dynamisme du bâtiment. L'indice HSBC du secteur tertiaire a ainsi atteint son plus haut depuis six mois à 54,3 contre 52,1 en février. En mars, l'indice PMI des directeurs d'achat HSBC, qui mesure la production manufacturière, ressort à la hausse, s'établissant à 51,6 (après 50,4 en février). Cette progression s'explique principalement par le rebond de la demande intérieure qui a soutenu l'activité en mars et indiquerait que cette année la reprise proviendrait de l'intérieur. Ainsi, les nouvelles commandes à l'exportation ont très peu progressé, cette composante de l'indice se maintenant à peine au dessus de la barre des 50.



Australie : réduction du déficit de la balance commerciale

Le déficit de la balance australienne des biens et services a fortement diminué en février pour atteindre 178 millions de dollars australiens, après 1,2 milliard en janvier. Alors que les importations reculent de 1 %, les exportations ont augmenté de 3 %, soutenues notamment par le secteur métallurgique et malgré les difficultés d'expéditions de marchandises dues aux mauvaises conditions climatiques.

La Banque centrale australienne (RBA) a maintenu son taux directeur à 3 %, le 2 avril, malgré l'appréciation de sa devise.



Nouvelle-Zélande : une croissance de 2,5 % en 2012

Le taux de croissance annuel atteint 2,5 % en 2012, après +1,4 % en 2011. La croissance a été portée notamment par les industries du secteur primaire (+9,4 %) et par la construction (+6,1 %). Les exportations ont augmenté plus fortement que les importations (respectivement +2,1 % et +1,4 %).

La Banque Centrale a décidé, le 14 mars, de laisser son taux directeur inchangé à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Premier sommet de l'Énergie du Pacifique

Le Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et le Haut-commissaire se sont rendus en Nouvelle-Zélande, du 24 au 28 mars, pour assister au premier sommet de l'Énergie du Pacifique. Cette manifestation a regroupé 22 pays ainsi que des grands acteurs du développement (UE, Banque asiatique de développement et Banque mondiale). A cette occasion, le Président du gouvernement a présenté la politique énergétique du territoire et annoncé une opération de soutien au développement des énergies renouvelables aux Îles Cook, en partenariat avec la Nouvelle-Zélande.

Consultations bilatérales entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie

La deuxième consultation bilatérale entre l'Australie et la Nouvelle-Calédonie a eu lieu à Canberra le 8 mars. Plusieurs thématiques de coopération ont été abordées, en particulier l'éducation avec le développement de la coopération universitaire et la définition d'un cadre permettant l'octroi de visas adaptés aux étudiants calédoniens. Dans le domaine de la santé, la Nouvelle-Calédonie a sollicité l'appui de l'État Fédéral australien pour un accès plus aisé aux hôpitaux publics de Nouvelle-Galles-du-Sud aux Calédoniens. Concernant les liens économiques, la Nouvelle-Calédonie a répondu au souhait de l'Australie de voir les échanges commerciaux croître avec l'annonce de la création prochaine d'une entité chargée de l'élaboration d'une stratégie de commerce extérieur en Nouvelle-Calédonie. Les deux partenaires ont convenu d'accroître leurs échanges et ont évoqué la possibilité de définir une coopération fiscale globale dès 2014.

Inauguration de l'aéroport international Nouméa-La Tontouta

L'aéroport, dont la construction a impliqué 50 entreprises locales, a été inauguré le 19 mars après 5 ans de travaux, soit 2 ans de retard sur la date prévue initialement et un surcoût de 2 milliards de F CFP (le montant total des travaux s'élèverait à 12 milliards de F CFP). Au cours des derniers mois, 12 banques d'enregistrement supplémentaires ont été mises en service, un second tapis de livraison des bagages a été installé et de nouveaux espaces de restauration en zone publique et sous-douane ont vu le jour.

Avis du Conseil Economique et Social (CES)

Le CES a étudié deux projets de loi de pays concernant les zones de concentration et la concurrence. Le Conseil a donné, le 7 mars, un avis positif sur ces deux textes mais préconise de les réunir en un seul. Les contrôles seraient assurés par une Autorité de la concurrence locale. Le CES s'est également prononcé favorablement sur la création d'un observatoire des prix et des marges.

Construction de logements en zone VKP

La SIC a débuté à Voh des travaux qui permettront à terme de proposer 191 logements supplémentaires pour répondre aux besoins importants sur cette commune. Les travaux d'aménagement ont débuté par une première tranche qui représente un investissement de 920 millions F CFP.

L'IEOM désigné comme organisme de notoriété publique

Par arrêté n°2013-583 GNC du 12 mars 2013, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a désigné l'IEOM comme organisme public de notoriété chargé du calcul de la valeur nette actualisée des projets de Vale NC et Koniambo Nickel SAS.

Publications

L'IEOM a publié plusieurs notes expresses :

- la note NE n°89, « L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2012 - Une année moins dynamique dans un contexte d'incertitudes »,
- la note NE n°92, « La structure bilancielle des banques calédoniennes de 2007 à mi-2012 – Un besoin en ressources en forte croissance ».

L'IEOM a également fait paraître une nouvelle publication, les Infos Financières (« Evolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2012 ») qui remplace le Bulletin trimestriel financier et bancaire.

Enfin le tableau de bord trimestriel économique CEROM, de Nouvelle-Calédonie a été rénové.

Ces documents sont disponibles en téléchargement gratuit :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne89_portrait_synthese_2012_nc.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne92_eclairage_structure_bilancielle_banquesnc.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolutions_monetaires_31-12-2012_nc.pdf

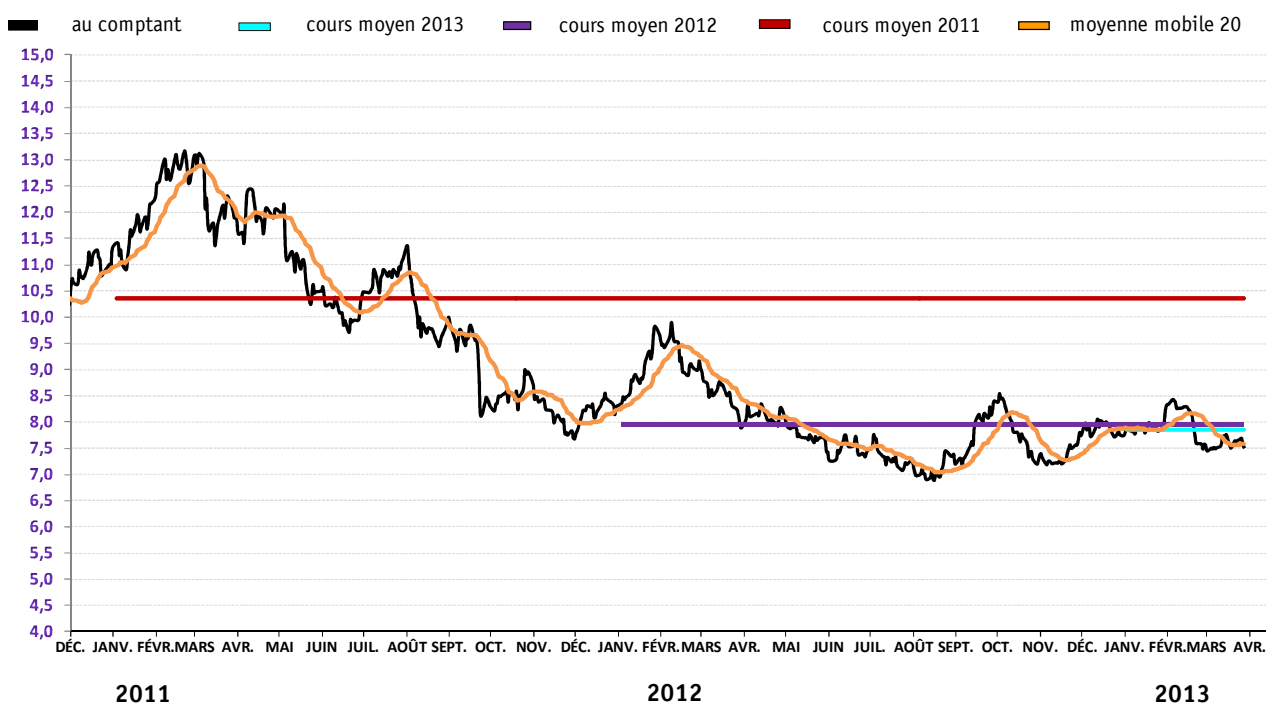
http://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/tdb_cerom_nc_mars_2013.pdf

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-13	104,5	-0,1%	1,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		janv.-13	6 410	31,5%	-5,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	févr.-13	13 296	37,7%	33,6%
	cumulées	févr.-13	22 950	-	8,3%
Importations	mensuelles	févr.-13	24 067	-5,1%	-9,3%
	cumulées	févr.-13	49 419	-	-7,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-13	7,59	-5,6%	-10,6%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-13	698	-2,8%	-8,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-13	417	111,3%	98,2%
	cumulées	févr.-13	615	-	24,1%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	févr.-13	5 819	15,8%	8,0%
	cumulées	févr.-13	10 842	-	-6,6%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-13	7 866	-36,1%	-13,7%
	cumulés	janv.-13	7 866	-	-13,7%
• Nuitées	mensuels	déc.-12	55 523	-1,4%	-12,7%
	cumulés	déc.-12	631 769	-	-4,8%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-12	62%	+2,7 pts	-1,6 pt
• Croisiéristes		déc.-12	277 941	-	17,9%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	janv.-13	8 131	-12,7%	-23,3%
	cumulées	janv.-13	8 131	-	-23,3%
• Index BT 21 (p)		févr.-13	101,30	0,0%	5,3%
• IRL (p)		févr.-13	118,31	0,3%	3,5%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	févr.-13	68	ns	13,3%
	cumulées	févr.-13	68	-	13,3%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	févr.-13	105	ns	23,5%
	cumulées	févr.-13	105	-	23,5%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-13	556	8,2%	-11,2%
	cumulées	mars-13	1 658	-	-10,4%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-11	févr.-12	févr.-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 283	14 882	15 971	4,2%	7,3%
Dépôts à vue	230 798	234 907	248 606	1,8%	5,8%
Total M1	245 081	249 789	264 577	1,9%	5,9%
M2-M1	94 906	100 769	106 734	6,2%	5,9%
Total M3	519 320	529 692	593 872	2,0%	12,1%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-10	déc.-11	déc.-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	409 560	426 094	456 762	4,0%	7,2%
Ménages	362 904	390 944	403 923	7,7%	3,3%
Collectivités locales	48 478	56 975	60 060	17,5%	5,4%
Autres agents de CCB non ventilés	13 941	15 438	16 069	10,7%	4,1%
Total encours sain	828 571	889 450	936 813	7,3%	5,3%
Créances douteuses brutes	16 545	18 138	19 022	9,6%	4,9%
Total encours brut	845 116	907 589	955 835	7,4%	5,3%

Interdits bancaires

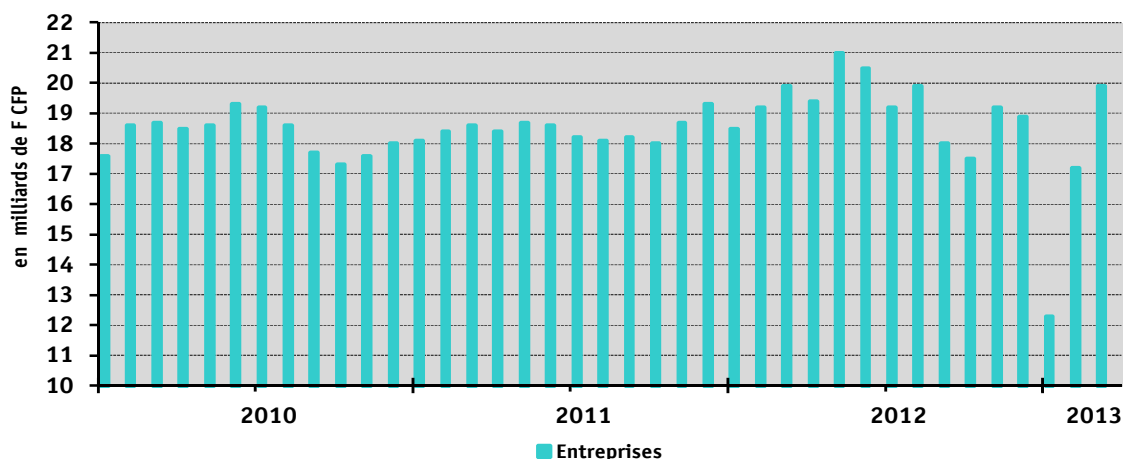
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock mars-13	7 560	-0,2%	10,7%
	dont personnes physiques mars-13	6 738	-0,2%	11,0%
	dont personnes morales mars-13	822	-0,1%	8,6%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides mars-13	15 484	0,1%	6,7%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM mars-13	5 178	0,3%	15,5%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises mars-13	19,9	16,1%	0,0%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	mars	102,77	104,53	1,7%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	53 453	56 523	5,7%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	47 233	50 614	7,2%
créations d'entreprises	sept*	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	mars	29	16	-44,8%
redressements judiciaires (nb)	mars	20	18	-10,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	757	822	8,6%
ventes de ciment local (tonnes)	janv	10 581	8 130	-23,2%
importations de ciment (tonnes)	janv	24	1	-97,9%
total ciment (tonnes)	janv	10 605	8 131	-23,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	dec*	30 637	33 795	10,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr	1 614	1 396	-13,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	798	979	22,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	dec*	86 723	85 875	-1,0%
dont secteur privé	dec*	62 696	61 305	-2,2%
dont secteur public	dec*	24 027	24 571	2,3%
demandes d'emploi de fin de mois	janv	6 776	6 410	-5,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	janv	6 776	6 410	-5,4%
chômeurs indemnisés	févr	1 757	2 065	17,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mars	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	6 070	6 738	11,0%
décisions retraits cartes bancaires	mars	911	807	-11,4%
incidents paiements sur chèques	mars	9 594	10 846	13,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	1 851	1 658	-10,4%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr	2 481	2 548	2,7%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	dec*	33 121	35 609	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	dec*	17 653	17 464	-1,1%
Echanges				
nombre de touristes	janv	9 113	7 866	-13,7%
nombre de croisiéristes	dec*	235 684	277 941	17,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	dec*	61,1%	59,1%	-2,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mars	8,92	7,85	-12,0%
cours du nickel au LME en \$/lb	mars	8,48	7,59	-10,6%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	févr	496	615	24,1%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	févr	2 972	2 687	-9,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	févr	11 611	10 842	-6,6%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	févr	17 365	14 760	-15,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	févr	60	68	13,3%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	févr	85	105	23,5%
exportations en valeur du nickel (métal-minerai) et des crevettes	févr	20 422	17 551	-14,1%
part de ces produits dans le total des exportations	févr	96,4%	76,5%	-19,9 pt
total des importations (M FCFP)	févr	53 396	49 419	-7,4%
total des exportations (M FCFP)	févr	21 189	22 950	8,3%
taux de couverture	févr	39,68%	46,44%	6,8 pts
recettes douanières (M FCFP)	févr	7 780	3 842	-50,6%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	févr	234 907	248 606	5,8%
M1	févr	249 789	264 577	5,9%
M2	févr	350 558	371 311	5,9%
Dépôts à termes	févr	179 039	222 520	24,3%
M3	févr	529 692	593 872	12,1%
P1	févr	3 968	3 792	-4,4%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,49%	5,28%	-0,21 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,25%	4,53%	0,28 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,64%	4,68%	0,04 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	janv	6,79%	7,65%	0,86 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	dec*	907 589	955 835	5,3%
Ménages	dec*	390 944	403 923	3,3%
dont crédits à la consommation	dec*	71 926	73 806	2,6%
dont crédits à l'habitat	dec*	313 576	323 730	3,2%
Entreprises	dec*	426 094	456 762	7,2%
dont crédits d'exploitation	dec*	76 469	84 621	10,7%
dont crédits d'investissement	dec*	227 190	243 403	7,1%
dont crédits à la construction	dec*	109 372	113 487	3,8%
Collectivités locales	dec*	56 975	60 060	5,4%
dont d'investissement	dec*	51 644	58 135	12,6%
Autres agents de CCB non ventilés	dec*	15 438	16 069	4,1%
créances douteuses brutes	dec*	18 138	19 022	4,9%
taux de créances douteuses brutes	dec*	2,0%	2,0%	0,0 pt
ensemble des actifs financiers	dec*	641 607	708 874	10,5%
Ménages	dec*	345 765	358 988	3,8%
Sociétés	dec*	208 888	247 280	18,4%
Autres agents	dec*	86 954	102 606	18,0%
dont assurances-vie	dec*	99 990	103 122	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2013	28/02/2013	Var. M-1
EONIA	0,1120%	0,0660%	+ 0,046 pt
EURIBOR 1 mois	0,1170%	0,1180%	- 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2110%	0,2090%	+ 0,002 pt
EURIBOR 6 mois	0,3350%	0,3340%	+ 0,001 pt
EURIBOR 12 mois	0,5470%	0,5570%	- 0,010 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/03/2013	28/02/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0702%	0,0683%	+ 0,002 pt
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1200%	- 0,002 pt
EURIBOR 3 mois	0,2070%	0,2240%	- 0,017 pt
EURIBOR 6 mois	0,3300%	0,3630%	- 0,033 pt
EURIBOR 12 mois	0,5460%	0,5960%	- 0,050 pt
TMO	2,3100%	2,4900%	- 0,180 pt
TME	2,1100%	2,2900%	- 0,180 pt
TRBOSP	2,2700%	2,5000%	- 0,230 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal

année	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

devise	USD			JPY			GBP		
	31/03/2013	28/02/2013	31/01/2013	31/03/2013	28/02/2013	31/01/2013	31/03/2013	28/02/2013	31/01/2013
taux JJ	0,180%	0,150%	0,190%	0,096%	0,094%	0,086%	0,600%	0,460%	0,470%
3 mois	0,430%	0,420%	0,370%	0,161%	0,161%	0,167%	0,610%	0,600%	0,555%
10 ans emprunts phares	1,870%	1,890%	2,010%	0,520%	0,670%	0,760%	1,770%	1,970%	2,110%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2013)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	<u>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</u>	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux fixe	5,43%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,29%
Prêts-relais	5,55%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,03%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,29%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	16,25%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,48%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Devise	Taux	Devise	Taux	Devise	Taux	Devise	Taux
1 USD/XPF	93,1915	1 NZD/XPF	77,9538	1 HKD/XPF	12,0028	1 GBP/XPF	141,1208
100 JPY/XPF	98,7273	1 AUD/XPF	96,9546	1 SGD/XPF	73,4937	1 FJD/XPF	52,4166

Evolutions des principaux taux des crédits sur la place

Les conditions débitrices offertes par les établissements de crédit locaux sont orientées à la hausse sur le semestre, tout en restant généralement supérieures à celles offertes par leurs confrères métropolitains. Cette situation traduit notamment le fait que le secteur bancaire calédonien est soumis à des conditions d'exploitation et de refinancement moins favorables qu'en métropole.

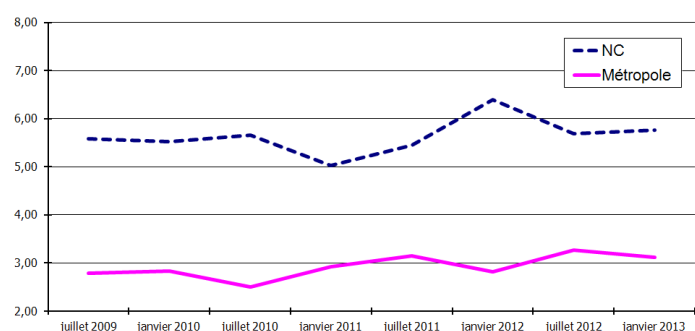
Le coût du crédit aux entreprises – janvier et février 2013

L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises réalisée sur les mois de janvier et février 2013 fait globalement ressortir une légère hausse du taux moyen pondéré global (+0,12 point) sur le semestre. Le taux moyen des crédits à moyen et long terme augmente de +0,33 point (à l'inverse de la métropole -0,15 point), alors que le taux moyen des crédits à court terme se replie légèrement (-0,08 point).

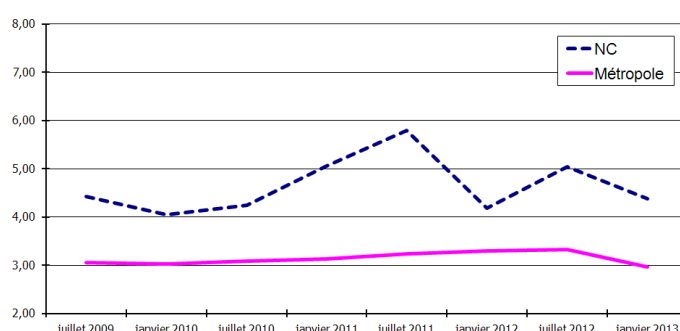
Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux pondérés constatés	Enquête de janvier / février 2011	Enquête de juillet / août 2011	Enquête de janvier / février 2012	Enquête de juillet / août 2012	Enquête de janvier/février 2013	Variations en points	
						sur douze mois	sur 6 mois
Escompte	5,03 %	5,45 %	6,39 %	5,69 %	5,76 %	- 0,63 pt	+ 0,07 pt
Découvert	5,05 %	5,79 %	4,18 %	5,04 %	4,38 %	+ 0,20 pt	- 0,66 pt
Autres court terme	3,84 %	4,78 %	5,20 %	4,68 %	5,15 %	- 0,05 pt	+ 0,47 pt
Ensemble court terme	4,89 %	5,46 %	5,49 %	5,36 %	5,28 %	- 0,21 pt	- 0,08 pt
Moyen et long terme	4,58 %	4,58 %	4,25 %	4,20 %	4,53 %	+ 0,28 pt	+ 0,33 pt
TMP global	4,77 %	5,07 %	4,93 %	4,81 %	4,93 %	+ 0,00 pt	+ 0,12 pt
déclarations (nb)	1 490	2 004	1 510	1 919	1 372	-9,1%	-28,5%

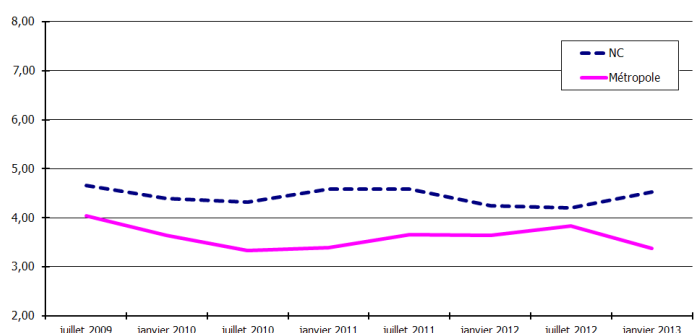
Escompte et Daily



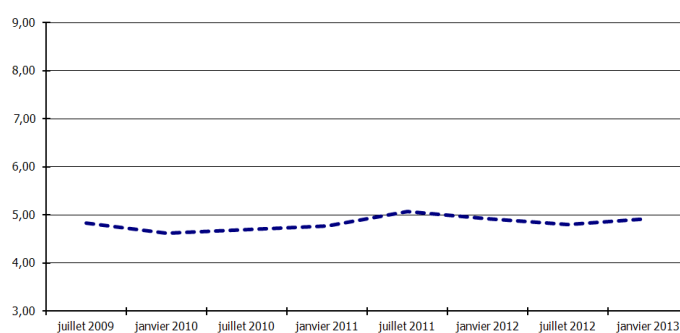
Découverts



Ensemble des crédits à moyen et long terme (TM LT)



Ensemble des crédits (TMPG)



Le coût du crédit aux particuliers – janvier et février 2013

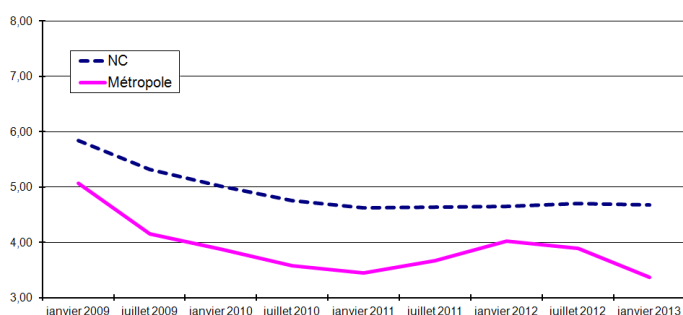
L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux particuliers réalisée sur les mois de janvier et février 2013, fait ressortir une hausse du taux moyen pondéré global (+0,22 point) sur le semestre, en raison d'une progression sensible du taux moyen pondéré des prêts personnels supérieurs à 181 920 F CFP (7,65 %, soit +79 points de base sur le semestre). Le taux des prêts immobiliers diminue très légèrement (-0,02 point), en comparaison de la métropole (-0,52 point). L'écart avec la métropole atteint ainsi, 1,31 point. Le taux des découverts et ATVT augmente légèrement (+0,03 point).

Evolution du coût du crédit net aux particuliers

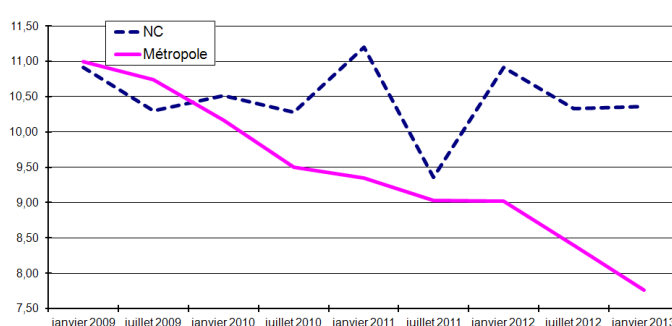
Taux pondérés constatés	Enquête de janvier / février 2011	Enquête de juillet / août 2011	Enquête de janvier / février 2012	Enquête de juillet / août 2012	Enquête de janvier / février 2013	Variations en points	
						sur douze mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers	4,63 %	4,63 %	4,64 %	4,70 %	4,68 %	+ 0,04 pt	- 0,02 pt
Prêts personnels < 181920 F CFP	-	-	-	-	-	n.s.	n.s.
Découverts et ATVT	11,20 %	9,36 %	10,91 %	10,33 %	10,36 %	- 0,55 pt	+ 0,03 pt
Prêts personnels > 181920 F CFP	6,15 %	6,06 %	6,79 %	6,86 %	7,65 %	+ 0,86 pt	+ 0,79 pt
TMPG	5,74 %	5,61 %	6,00 %	5,98 %	6,20 %	+ 0,20 pt	+ 0,22 pt
déclarations (nb)	4 159	5 603	4 758	5 371	4 498	-5,5%	-16,3%

* Achats et ventes à tempérament

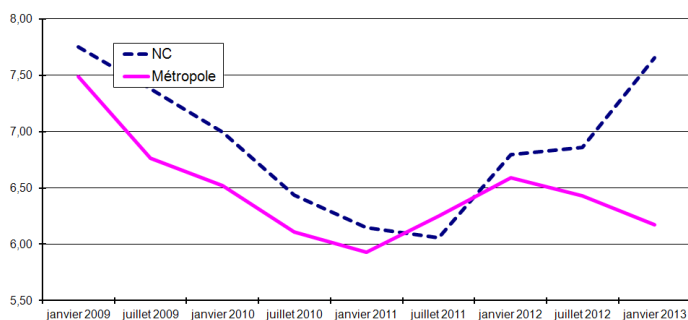
Prêts immobiliers



Découverts



Prêts personnels > 181 920 F CFP



Ensemble des crédits (TMPG)

